

# BANGLADESH ET SRI LANKA

## LE BANGLADESH

### 1-Introduction et données du Bengale

Trois entités définissent le Bengale, qui est à l'origine du Bangladesh :

- \* le Bangladesh, anciennement Pakistan Oriental, qui s'est séparé du Pakistan Occidental en 1971.
- \* le Bangladesh Occidental, Etat de l'Union Indienne qui a pour capitale Calcutta.
- \* la diaspora bengalie répartie dans toutes les grandes villes indiennes et pakistanaise (Karachi, Bombay, Delhi...), en Angleterre, aux Etats-Unis, Dans le Golfe Persique et en Asie du Sud-Est.

Définition du mot Bangladesh : « bangla » signifie langue en bengali + « desh » signifie pays => pays de langue bengalie.

Le bengali dépasse les frontières du Bangladesh : c'est un état-nation incohérent. Il est le deuxième avatar tardif de la Partition.

\* 1905 : les Britanniques avait prévus depuis 1860 de séparer le Bengale en deux. En 1905, le mouvement Swadeshi, avec l'aide britannique, va activer la Partition du Bangladesh. Le Parti du Congrès comportait beaucoup de Bengalis, plutôt extrémistes et proches du peuple, donc pas très pacifistes. Cette élite bengalie sera toujours très influente.

\* 1906 : l'élite Ashraf, descendants de Moghols, crée la Ligue Musulmane à Dacca avec l'aide des Anglais.

\* 1971 : séparation entre Calcutta et Dacca sur la base de deux Etats religieux (hindou et musulman). Mais l'identité bengalie va au-delà de la religion : l'histoire du Bengale a toujours balancé entre identité culturelle forte et identité religieuse. La question d'identité nationale n'a toujours pas été réglée. L'Etat-nation est encore en devenir, entre identification séculaire et religieuse.

Le Bangladesh possède 150 millions d'habitants et est le quatrième pays musulman le plus peuplé au monde.

### 2- Bangladesh : dernier rejeton de la Partition

#### Epoque pakistanaise (1947 à 1971)

De 1905 à 1947, les Bengalis hésitent dans la théorie de deux nations différentes. Le projet des deux Pakistans est plus récent et date de 1933. C'est la Ligue Musulmane qui en est à l'origine, mais aucun Bengali de la Ligue n'y est lié. D'ailleurs le sigle PAK à l'origine du mot Pakistan, ne tient pas compte du Bengale. Mais en 1940 à Lahore, on a le projet de deux Etats souverains, avec leur propre constitution. Si les Bengalis aimaient l'idée d'autonomie, ils ont mis longtemps à se faire à l'idée des deux Pakistans. La Ligue

Musulmane n'était plus très populaire au Bengale. En 1946, la majorité des Bengalis musulmans acceptent l'idée de Pakistan, car ils ne souhaitent pas devenir des citoyens de seconde zone dans l'Inde. La même année, les émeutes intercommunautaires finissent de convaincre à l'adhésion au Pakistan.

A partir de 1947, la partie est du Bengale devient le Pakistan Oriental et a Dacca pour capitale. Mais les gens parlent bengali et ont une identité culturelle particulière, alors que l'élite Muhajirs (musulmans de l'Inde qui s'installent dans les nouveaux Etats musulmans) veulent imposer leur langue dans les deux Pakistan : l'ourdou. On comprend aujourd'hui pourquoi le Bangladesh n'a pu tenu dans le projet de Pakistan. Dans le projet pakistanais, on voulait que l'islam serve de ciment pour lier plusieurs populations très disparates. Et pour unifier, les Pakistanais ont voulu que l'ourdou devance le bengali : tensions au Bengale qui souhaite préserver sa culture.

Facteur économique : les discours nationalistes bengalis des années 50/60 parlent d'une exploitation économique, voire d'une colonisation du Bengale par les Muhajirs, les Penjâbis... La croissance du Pakistan Oriental ne bénéficierait donc qu'au Pakistan Occidental. Quand les Américains commencent à attribuer des aides financières au Pakistan dans le cadre de leur alliance dans la Guerre Froide, on développe une caste militaire à l'ouest, ce qui attise l'opposition des Bengalis.

Au plan politique, Jinnah veut un Etat bureaucratique, centralisé et militaire pour éviter l'éparpillement des régions.

La première Constitution pakistanaise de 1956 ne tient que deux ans car Ayub Khan impose l'armée. Il tente de contenter les Bengalis en leur accordant des petites élections locales et des quotas dans l'administration. La représentation bengalie dans l'armée pakistanaise est faible alors qu'ils représentent 50% de la population du Pakistan : Ayub Khan suit la thèse raciste britannique qui estime que les Bengalis ne sont pas une race martiale. Après la destitution d'Ayub Khan, Yahya Khan essaie de restaurer un peu la démocratie. En 1970, on a les seules vraies élections démocratiques et non-truquées au Pakistan : l'Awami League bengalaise, à tendance séparatiste, remporte tous les sièges au Bengale, et 52% pour la totalité du Pakistan. C'est un échec pour l'élite militaire pakistanaise et la question de la séparation se pose de plus en plus.

1971 est un angle mort de l'histoire de l'Asie du Sud : les événements sont confus et tragiques lors de ce conflit. Les points de vue diffèrent :

- \* pour les Pakistanais, c'est une guerre civile dans laquelle les étrangers n'ont rien à faire, même si leur propre coopération avec les Etats-Unis ne les dérange pas. Car L'Inde intervient pour aider l'Awami League et la séparation du Pakistan Oriental. L'Inde met en place un Jinnah/Nehru pour le Bangladesh : Bangabandhi Sheikh Mujibur Rahman. Le Pakistan pense que l'Inde veut son affaiblissement en prenant parti dans la séparation.

- \* les Bengalis y voient leur libération.

- \* la communauté internationale qui au début voyait l'idée de Bangladesh comme une aberration, approuve maintenant son indépendance.

Le conflit est controversé : on parle de 100 000 à 3 millions de morts. Officiellement, on parle de crime de guerre, mais certains spécialistes pensent qu'on peut employer le terme de génocide. C'est un conflit complexe, sans unité politique et une guerre entre milices.

### **3- Conclusion sur le Bangladesh actuel**

Aujourd'hui, on ne peut parler d'état islamique à proprement parler, mais les partis de droite islamiques rappellent que l'identité bangladeshi est basée sur le ciment culturel de l'islam et remettent un petit peu en cause la Partition de 1971. Mais le Bangladesh reste officiellement un état séculier et populaire. Depuis 2007, l'armée est revenue au pouvoir et on espère qu'elle va organiser des élections démocratiques. Mais depuis 2006, elle s'est rendue indispensable dans le fonctionnement du Bangladesh. Mais s'il y a eu des attentats islamistes entre 2004 et 2006, on est loin du problème du Cachemire.

### **SRI LANKA : UN CONFLIT SÉPARATISTE INTERMINABLE ?**

Sri Lanka, 19 millions d'habitants, est un tout petit pays, vu comme un point stratégique par l'Inde. Il s'y est passé une petite version du Pakistan. Mais la différence fondamentale est que l'île a une culture historique plus homogène et n'est pas né de la Partition. Sa position à la pointe sud de l'Inde en fait une position stratégique, sur les routes maritimes de commerce avec le Japon et l'Asie du Sud-Est. Sri Lanka a connu 3 siècles de colonisation de plus que l'Inde. Sri Lanka n'a jamais réussi à se stabiliser, alors qu'en Inde les Tamouls ne sont pas séparatistes et bien intégrés.

Passé de l'île : différentes populations indiennes se sont installées et mélangées à une population aborigène autochtone, proche des Adivasis. Les Indiens du nord ont donné la dynastie cingalaise de langue indo-aryenne et de religion bouddhique depuis Ashoka. Le pali est alors la langue commune bouddhique : cela entretient l'identité indo-aryenne des Cingalais, même s'ils se sont mélangés avec les Dravidiens. Au 10<sup>ème</sup> siècle, sous le grand empire Tamoul, le nord de Sri Lanka devient de plus en plus tamoul et certains Tamouls se mélangent au Cingalais. Après les Portugais et les Hollandais, les Anglais colonisent et exploitent l'île : les planteurs britanniques vont venir des kulis tamouls intouchables d'Inde: une nouvelle couche tamoul apparaît. Les Tamouls sont anglicisés et éduqués, ce qui remet en cause la domination cingalaise.

#### **1- Les racines du conflit**

Ce conflit est un phénomène diasporique. Le mouvement séparatiste tamoul a derrière lui près de trente ans de luttes. Il est devenu le facteur clé de l'histoire de Sri Lanka. Il est à la fois l'expression d'une mobilisation spontanée de la minorité tamoule autochtone (environ 15% de la population)<sup>1</sup> autour de revendications impérieuses, et le fruit d'une entreprise politico-militaire de grande envergure fondée sur une puissante organisation transnationale, celle des « Tigres » (*LTTE - Liberation Tigers of Tamil Eelam*).

---

<sup>1</sup> les 8% de musulmans de l'île ont également le tamoul pour langue maternelle mais n'ont jamais épousé la cause séparatiste, de même que les 4% de tamouls venus d'Inde depuis le 19<sup>ème</sup> siècle et vivant encore dans les régions de plantations.

Selon les séparatistes, le cadre institutionnel démocratique actuel n'offre aucune garantie aux minorités linguistiques et religieuses, et seule la création d'un État séparé (le cas échéant associé au reste de l'île) peut répondre à cette attente. Ils revendiquent pour cet état un territoire continu, qualifié de *Tamil Eelam*, formé de la province nord-est, comprenant le port de Trincomalee et les régions à majorité musulmane du sud-est de l'île.

La tension entre les gouvernements dominés par la majorité de langue cingalaise (74% de la population) et la minorité tamoule autochtone date des élections de 1956 qui avaient porté au pouvoir le *Sri Lanka Freedom Party (SLFP)*, créé par Salomon Bandaranaike, dont le programme était l'adoption de la seule langue cingalaise comme langue officielle et l'affirmation de la place prééminente du bouddhisme, religion dominante des Cingalais. Les tensions qui étaient apparues à l'époque dans les zones de contact entre Cingalais et Tamouls étaient retombées, pour réapparaître au cours des années 1970, et atteindre une intensité maximale lors des violences de juillet 1983 orchestrées par des groupes cingalais liés au gouvernement contre la minorité tamoule de la capitale en réponse aux attentats visant l'armée gouvernementale dans les zones tamoules. Depuis cette date, les mouvements séparatistes, au début avec le soutien discret du gouvernement de Madras, mais depuis 1990 avec l'aide exclusive d'une diaspora établie en Occident pour fuir l'insécurité régnant dans l'île, mènent une guerre ouverte contre le gouvernement de Colombo. Ce conflit a fait plus de 50.000 victimes militaires et civiles, sans que les relations entre civils appartenant aux différentes communautés aient pris l'allure d'une violence interethnique généralisée, sauf dans les régions orientales de l'île.

La force du séparatisme réside dans sa capacité de mobilisation d'une jeunesse privée d'emplois publics par une politique de quotas et par le clientélisme qui joue en faveur des membres de la majorité cingalaise. En outre, plus de vingt années de conflit ont isolé les régions à majorité tamoule du nord et de l'est des dynamiques économiques à l'oeuvre dans le reste du pays. Les seules perspectives sont l'émigration ou la lutte armée. Enfin, les LTTE ont su encadrer militairement et exploiter politiquement les sentiments patriotiques et les idéaux héroïques de cette jeunesse, y entretenir le culte du chef, mettre en place des outils répressifs et des méthodes d'intimidation, organiser des circuits de collecte de fonds dans l'île et dans la diaspora, et réaliser des profits considérables dans différents trafics internationaux (notamment d'armes). Les méthodes des LTTE se singularisent par le recrutement de mineurs, celui de très nombreuses jeunes filles, et l'engagement des militants à se suicider en absorbant la capsule de cyanure qu'ils portent comme une médaille, plutôt que de tomber aux mains de l'ennemi.

Face à cette organisation, le gouvernement de Colombo a recruté une armée très nombreuse (plus de 100 000 hommes) mais inexpérimentée, indisciplinée, et affectée par des désertions massives. Elle est devenue le premier pourvoyeur d'emplois masculins dans le pays : en effet les secteurs en croissance - jadis les plantations de thé, désormais les entreprises de confection et l'émigration organisée vers les pays du Golfe - fournissent principalement des emplois féminins. Sur le plan idéologique, la défense de l'identité majoritaire cingalaise bouddhiste et de l'unité de l'île reste le thème dominant du discours politique du *SLFP*. Mais ce thème a été repris par des mouvements plus radicaux, comme le parti de l'Héritage National Cingalais (*Jathika Hela Urumaya, JHU*) animé par des moines politiques, et le Front de Libération du Peuple (*Janata Vimukthi Peramuna, JVP*), mouvement révolutionnaire lancé dans les années 1960 par des admirateurs de Guévara,

mais qui a évolué dans une direction ultra-nationaliste après l'échec de la rébellion qu'il avait lancée en 1971.

## **2- L'échec des processus de paix et dégradation des droits de l'homme**

La tentative d'intervention de l'Inde, d'abord par un soutien discret aux groupes séparatistes, puis par l'envoi d'une force de maintien de la paix, entre 1987 et 1990, et son échec final, eut pour effet de renforcer la position des *LTTE*, qui éliminèrent les autres groupes séparatistes tamouls ayant pris parti pour cette intervention, et s'imposèrent à partir de 1990 comme une organisation dictatoriale, empêchant par la violence l'expression de toute position dissidente, dans les zones du nord puis de l'est de l'île où ils établirent une administration parallèle. Cette intervention renforça également la position du *JVP* qui dénonçait l'impérialisme indien, et qui se releva à partir de 1995 de la dure répression dont il avait été la cible en 1989-1990.

L'élection à la présidence en 1994 de Chandrika Kumaratunga, fille du fondateur du *SLFP*, fut suivie d'une tentative de négociation avec les *LTTE* au début de 1995, rompue à l'initiative des séparatistes. Les Tigres lancèrent des offensives de grande envergure pour contrer les velléités de reconquête du nord par l'armée gouvernementale, multiplièrent les attentats dans les villes à majorité cingalaise, et systématisèrent l'emploi de commandos suicides, souvent composés de femmes, qui avaient déjà été utilisés pour assassiner en 1991 l'ancien Premier ministre indien Rajiv Gandhi, et en 1993 le Président sri lankais Premadasa.

A la suite d'une trêve conclue au début de 2002 sous les auspices de la Norvège, des négociations reprurent entre les *LTTE* et un gouvernement de cohabitation dirigé par Ranil Wickremesinghe, dirigeant de l'*United National Party (UNP)* et rival de Chandrika Kumaratunga, en septembre 2002. Elles achoppèrent au cours de l'année 2003, l'organisation séparatiste estimant inacceptables les pressions de nature économique exercées par la communauté internationale pour la contraindre à respecter les droits de l'homme, et réclamant d'être traitée sur pied d'égalité avec le gouvernement, alors que ce dernier refusait d'envisager des concessions substantielles allant dans le sens d'une dévolution de pouvoirs à des autorités régionales. Peu après, la dissolution par la Présidente du gouvernement de cohabitation contribua également à affaiblir le processus : elle forma un gouvernement minoritaire avec l'appui du *JVP*, qui avait fait de la lutte contre le séparatisme son principal mot d'ordre, et organisa des élections anticipées en avril 2004 qui renforcèrent la place du *JVP* sur l'échiquier politique tout en donnant aux *LTTE* une représentation à travers l'élection dans les régions tamoules des candidats de la *Tamil National Alliance* qu'ils soutenaient<sup>2</sup>.

En mars 2004, le chef militaire des *LTTE* dans la province orientale, Karuna, avait rompu avec le leader historique de l'organisation, Prabhakaran, à qui il reprochait d'exploiter à des fins de pouvoir personnel les recrues de plus en plus souvent levées dans l'est de

---

<sup>2</sup> Eric Meyer & Eleanor Pavey, « Bons offices, surveillance, médiation : les ratés du processus de paix à Sri Lanka », *Critique internationale* 22, janvier 2004, pp. 35-46.

l'île. Cette défection vite exploitée par le gouvernement conduisit Prabhakaran à chercher à remobiliser ses troupes autour de l'option militaire, abandonnant une voie politique à laquelle il n'avait adhéré qu'en apparence. Les *LTTE* se préparaient à une reprise des hostilités avant la fin de l'année. Le tsunami de décembre 2004 les en dissuada, d'autant qu'il affecta sérieusement les moyens navals indispensables à l'approvisionnement en armes et à la stratégie des séparatistes. La catastrophe, après avoir suscité un élan de solidarité à l'intérieur de l'île, et un afflux souvent incohérent d'aide internationale, contribua à crispier les positions des anciens belligérants autour de la question de la reconstruction des zones dévastées. Le gouvernement était réticent à reconnaître les séparatistes comme autorité de fait dans les zones à majorité tamoule et à accepter qu'ils traitent directement avec les organismes financeurs. Les *LTTE*, forts de leur expérience de terrain et des sommes considérables souscrites par la diaspora sri lankaise, réclamaient que l'aide passe par le canal de l'Organisation de Réhabilitation Tamoule qu'ils contrôlent<sup>3</sup>.

Le tournant décisif date du 15 août 2005, lorsque les *LTTE*, optant pour une stratégie de la tension, prirent l'initiative d'abattre Lakshman Kadirgamar, le ministre des Affaires Etrangères (d'origine tamoule) du gouvernement de Chandrika Kumaratunga. Les élections présidentielles du 17 novembre 2005, auxquelles cette dernière ne pouvait se représenter, furent remportées de justesse par le leader de son parti, Mahinda Rajapakse, qui avait conclu un accord avec le *JVP*. Il incarnait des positions très critiques vis à vis du rôle de la médiation norvégienne, et beaucoup plus dures à l'égard de la revendication séparatiste que celles de son rival Ranil Wickremesinghe. Une consigne d'abstention, assortie de menaces, avait été lancée par les *LTTE* et fut suivie par l'énorme majorité de la population tamoule, assurant de ce fait la défaite de Wickremesinghe pour qui auraient voté beaucoup de Tamouls qui lui savaient gré d'avoir conclu la trêve. La mission de surveillance du cessez-le-feu (*Sri Lanka Monitoring Mission, SLMM*), confiée à un consortium de pays scandinaves dans le cadre de l'accord de 2002, se trouva paralysée dès la fin de 2005, ce qui encouragea la multiplication des incidents.

La reprise des attentats suicides, à Colombo et dans l'extrême sud<sup>4</sup>, et la recrudescence des combats dans les zones entourant le port de Trincomalee, à partir de juillet 2006, résultait d'une stratégie des Tigres, visant à rappeler au pouvoir qu'ils étaient capables de frapper partout. Dans le même temps, les *LTTE* exigeaient le retrait des observateurs des pays membres de l'Union Européenne de la mission de surveillance, après l'inclusion de leur organisation dans la liste européenne des groupes terroristes. Ces développements semblaient marquer l'échec du processus de paix, en dépit des efforts de la Norvège et des pays co-présidents du consortium d'aide à Sri Lanka (Etats Unis, Union Européenne et Japon) pour réunir en Suisse deux conférences de la dernière chance, en février puis en octobre 2006.

Toutefois, depuis le début de l'année 2007, plusieurs faits nouveaux sont intervenus qui pourraient modifier la donne: les *LTTE* ont échoué à garder le contrôle des zones côtières situées au sud de Trincomalee et Anton Balasingham, leur principal négociateur

---

<sup>3</sup> Eric Meyer, « Sri Lanka : l'impact politique du tsunami de 2004 », *Annuaire Asie 2005-2006* (dir. S. Boisseau du Rocher), Paris, La Documentation française, 2005, pp. 175-186.

<sup>4</sup> Eleanor Pavey, « Les kamikazes sri lankais », *Cultures et conflits* 63, automne 2006, pp. 135-154

basé à Londres, est décédé de maladie. Du côté gouvernemental, la position du président Rajapakse a été renforcée par la défection d'une fraction du parti d'opposition UNP, comprenant des politiciens qui avaient joué un rôle majeur dans la négociation de la trêve en 2002 et qui ont obtenu des postes ministériels à la suite d'un remaniement : la pression parlementaire exercée par le JVP et le JH, hostiles à tout processus de négociation, s'en trouve allégée, ce qui a permis à Mihinda Rajapakse de proposer aux LTTE une reprise du dialogue à l'occasion de la fête nationale le 4 février 2007.

Mais ces développements circonstanciels ne sauraient masquer la dégradation générale de l'état politique, économique et social du pays. La condition des civils dans les régions à majorité tamoule du nord et de l'est du pays s'est rapidement détériorée : la reprise des combats a entraîné la fermeture des voies d'approvisionnement des régions enclavées (notamment la route A9 reliant Jaffna au reste de l'île, qui avait été rouverte en 2002), et les bombardements de cibles civiles ont repris ; les disparitions ciblées de suspects désignés par des informateurs masqués et l'extension des assassinats commis par des groupes non identifiés rappellent les épisodes les plus sombres des années 1980-1990. Un autre signe de la dégradation accélérée des droits de l'homme est fourni par un rapport daté du 13 novembre 2006 de l'envoyé spécial des Nations Unies chargé d'enquêter sur le recrutement d'enfants soldats, qui a mis en évidence la reprise massive de ces pratiques par les LTTE, mais aussi par la faction dissidente de Karuna, avec la connivence de l'armée gouvernementale qui assure sa protection et utilise ses services – allégations évidemment démenties par les autorités gouvernementales<sup>5</sup>. La multiplication des disparitions touche tous les milieux et toutes les régions, comme en témoigne l'enlèvement en plein centre de Colombo, sous les yeux de la police, du vice-chancelier de l'Université de l'est de l'île, en décembre 2006 : près de deux mois plus tard les autorités n'ont toujours donné aucune indication sur son sort.

### **3- L'impasse politique**

Les échecs répétés des tentatives de négociation résultent de ce qu'un politologue a appelé la « loi de Gresham des conflits »<sup>6</sup> (les extrémistes tendent à chasser les modérés du jeu politique). Les séparatistes n'ont abandonné en 2002 leur revendication d'indépendance totale que pour réaffirmer leur droit à l'autodétermination. Le blocage s'est manifesté par l'incapacité des protagonistes à aborder la question du statut des provinces à majorité tamoule dans un esprit constructif. Les plans de dévolution gouvernementaux n'ont pas manqué depuis vingt ans, mais jamais ils ne sont allés jusqu'à proposer clairement l'adoption d'un statut fédéral généralisé à l'indienne ou la création de régions autonomes à l'espagnole. En 1987, dans le cadre de l'intervention indienne, avaient été amalgamées les provinces nord et est : les Tamouls se trouvaient en majorité absolue dans le nouvel ensemble, alors qu'ils ne sont qu'en majorité relative dans la province orientale où Cingalais et Musulmans sont fortement représentés. Saisie par le JVP, la Cour Suprême, le 16

<sup>5</sup> <http://www.un.org/children/conflict/pr/2006-11-13statementfromthe127.html>

<sup>6</sup> R. Rothstein et al., *The Israeli-Palestinian Peace Process : Oslo and the Lessons of a Failure*, Brighton, Sussex Academic Press, 2002.

octobre 2006, a déclaré inconstitutionnelle cette fusion, ce qui verrouille encore plus les perspectives, les séparatistes ayant toujours fait de l'union des deux provinces un préalable à toute négociation – à moins, hypothèse peu plausible, que Colombo ne laisse aux *LTTE* l'administration de la province septentrionale en échange d'une reconnaissance par ces derniers de la césure.

L'échec des tentatives de médiation s'explique aussi par des causes structurelles. Comme les Indiens quinze ans avant eux, les Norvégiens, pourtant sollicités par les deux protagonistes, ont été vite taxés de partialité. Ils n'ont pas pu empêcher l'implication de pays tiers : les initiatives politiques prises depuis juillet 2003 par le consortium des pays donateurs et par les ONG internationales qui en tirent leur financement sont suspectées d'intentions impérialistes comme l'avait été l'intervention indienne de 1987. La susceptibilité nationaliste tant des *LTTE* que du *JVP* (c'est bien leur seul point d'accord) est nourrie par une longue histoire de domination coloniale, d'intervention d'organismes internationaux de développement – Banque Mondiale et Banque Asiatique de Développement, et de présence humanitaire étrangère. Les projets interventionnistes ont constamment sous-estimé cette donnée fondamentale, qui chez les Cingalais se double d'une tendance marquée au repli insulaire, alors que les Tamouls ont toujours poussé à l'internationalisation du conflit : à travers la diaspora, ils sont largement présents dans les pays occidentaux, ce qui leur donne des moyens d'influence et ce qui a facilité jusqu'à présent les activités internationales des *LTTE*<sup>7</sup>. Néanmoins la recrudescence de la taxation de la diaspora en vue de l'effort de guerre, et les probables détournements de fonds recueillis lors du tsunami, ont attiré l'attention des autorités des pays d'accueil : mais il leur sera difficile de réprimer des pratiques si longtemps tolérées.

## **4- Chronologie**

1974-1981 : formation de groupes militants séparatistes tamouls

Juillet 1983 : pogrom anti-tamoul à Colombo, émigration massive de Tamouls

Juillet 1987- 1990 : intervention indienne dans le conflit, montée en puissance des *LTTE*

1990-1995 : contrôle de Jaffna par les *LTTE*

1994-2005 : présidence de Chandrika Kumaratunga

1995-2001 : repli des *LTTE* dans le Wanni, multiplication des attentats-suicide

2001-2003 : gouvernement de cohabitation de Wickremesinghe

23 février 2002 : formalisation d'une trêve sous les auspices de la Norvège

16 septembre 2002 - 21 mars 2003 : négociations en Thaïlande, Norvège, Allemagne et Japon

Mars 2004 : défection de Karuna, chef des *LTTE* de la province orientale

Avril 2004 : élections législatives anticipées

26 décembre 2004 : tsunami

15 août 2005 : assassinat de Kadirgamar

---

<sup>7</sup> Éric Meyer, *Sri Lanka, entre particularismes et mondialisation*. Paris, La Documentation Française, 2001, et *Sri Lanka, Biography of an Island*. Colombo, Viator publications, 2<sup>ème</sup> éd, 2006. Nira Wickramasinghe, *Sri Lanka in the Modern Age : A History of Contested Identities*, Londres, Hurst, 2006

17 novembre 2005: élection de Mahinda Rajapakse  
Février 2006 : échec de la conférence de Bossey en Suisse  
Avril 2006 : attentat contre le quartier général de l'armée à Colombo  
29 mai 2006 : les LTTE décrétés comme organisation terroriste par l'Union Européenne  
9 juin 2006 : les LTTE ferment la porte aux négociations  
22 juillet - 5 août 2006 : bataille pour le contrôle de la baie de Trincomalee et de la région de Muttur  
11 octobre 2006 : échec de l'offensive de l'armée gouvernementale dans le nord (Muhamalai), fermeture de la route de Jaffna (A9)  
16 octobre 2006 : décision de la Cour Suprême séparant les provinces nord et est  
16-18 octobre 2006 : attentats de Habarane et de Galle  
28-29 octobre 2006 : échec de la seconde rencontre de Genève, signature d'un accord UNP-SLFP  
13 novembre 2006 : rapport des Nations Unies dénonçant la dégradation des droits de l'homme à Sri Lanka  
14 décembre 2006 : décès d'Anton Balasingham à Londres  
15 décembre 2006 : enlèvement du vice-chancelier de l'Université de Batticaloa  
19 janvier 2007 : prise par l'armée gouvernementale de la base LTTE de Vaharai  
28 janvier 2007 : formation du nouveau ministère incluant des dissidents de l'UNP.  
Année 2007 : aggravation des atteintes aux droits de l'homme ; victoire de l'armée gouvernementale à l'est ; reprise des attentats terroristes des LTTE à Colombo ; bombardements des régions du nord par l'aviation gouvernementale.